

Gazette du M. A. L. D. Recherches africaines à Paris-I

mars 2003

La *Gazette du MALD* est une lettre d'information mensuelle, diffusée par courrier électronique. Elle a pour objectif d'informer étudiants, professeurs et chercheurs des activités du laboratoire Mutations Africaines dans la Longue Durée (Unité mixte de recherche CNRS-Université Paris I). Le MALD, dont le directeur est Pierre Boilley et la directrice adjointe Dominique Beaulaton, réunit trois centres : le Centre d'Études Juridique et Politique du Monde Africain (CEJPMA, dirigé par Richard Banégas), le Centre de Recherches Africaines (CRA, centre de recherches historiques, dirigé par Bertrand Hirsch) et le Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris (LAJP, dirigé par Étienne Le Roy). Ils partagent un champ de recherches, le continent africain, et croisent leurs regards sur l'histoire, l'anthropologie, le droit et la politique en Afrique. Le laboratoire dispose également d'un centre de documentation : la Bibliothèque de Recherches Africaines (dirigée par Liliane Daronian).

Pour plus d'informations,
consultez le site du DEA Histoire de l'Afrique <http://dea-histoire-afrique.univ-paris1.fr>
le site du LAJP www.dhdi.org

VIE DU LABORATOIRE

Séminaires

Relations sociétés-environnement. Approches historiques. Patrimoines naturels et des territoires (CRA-MNHN-IRD), les mardis de 14 heures à 17 heures, salle 106 (Centre Malher).

Mardi 4 mars 2003, Anne Doquet, "La nature dogon

Les nouvelles formes de régulation politique : comment décrire l'émergent ? de 14 heures à 16 h 30, salle Person (Centre Malher).

Lundi 10 mars 2003. Janet Roitman, "Figures de la régulation économique dans le bassin du lac Tchad".

La Mort et les funérailles en Éthiopie, de 17 heures à 20 heures, salle Person (Centre Malher, 2e étage).

Lundi 10 mars 2003, séance coordonnée par A. Wion (CRA-Paris 1), "La liturgie des funérailles".

Histoire de la mer Rouge

de 16 h 30 à 18 h 30, salle Person (Centre Malher)

Mercredi 12 mars : Iwona Gajda (CNRS) : "Les relations entre l'Arabie du Sud et l'Éthiopie au VI^e siècle".

La Transmission de l'État colonial en Afrique, de 17 heures à 19 heures, salle Person (Centre Malher, 2e étage) :

Jeudi 20 mars : François Ryckmans, (RTBF) : "Comment a été vécue la décolonisation par la société congolaise (Congo belge) ? Présentation de témoignages" (discutants J.-P. Chrétien et C. Deslaurier).

Sciences sociales et questions d'identité :

Vendredi 21 mars, de 17 heures à 20 heures, salle (centre Malher).

Sujet à préciser

Relations sociétés-environnement. Approches historiques. Patrimoines naturels et des territoires (CRA-MNHN-IRD), les mardis de 14 heures à 17 heures, salle 106 (Centre Malher).

Mardi 25 mars 2003 : Claudie Haxaire, "Réalisation² individuelles et migration sur les fronts pionniers pour les jeunes gouro de la région de Zuénoula (RCI)".

Diasporas africaines et non africaines en Afrique, leurs modes de constructions identitaires, tous les vendredis de 11 heures à 13 heures, salle 106 (centre Malher).

Rencontre internationale sur l'histoire du Burundi

Du 17 au 20 février dernier s'est tenue à Bujumbura une conférence des auteurs pour un ouvrage sur l'Histoire générale du Burundi. Cette rencontre avait un côté à la fois scientifique, pédagogique et politique. Parallèlement aux négociations de paix d'Arusha censées régler la situation de guerre civile au Burundi, l'Unesco avait pris dès 1997 l'initiative d'un débat sur la place de la lecture du passé dans la crise burundaise, compte tenu des divergences idéologiques profondes à ce sujet entre leaders hutu et tutsi. A la suite de cela, deux conférences de spécialistes nationaux et étrangers se sont tenues à Nairobi en 1999 et à Paris en 2000. Un comité scientifique a été mis en place, présidé par Elikia M'Bokolo. Entre-temps un gouvernement de transition et d'union nationale a été mis en place en novembre 2001. Cette troisième conférence tenue dans la capitale burundaise a été ouverte par le président Domitien Ndayizeye (du parti Frodebu) et clôturée par le ministre de la Réconciliation nationale Luc Rukingama (du parti Uprona). Elle a réuni une trentaine de contributeurs, parmi lesquels deux collègues belges, un italien et sept français. Parmi ces derniers figuraient plusieurs chercheurs et associés au Mald, Jean-Pierre Chrétien, Christine Deslaurier, Christian Thibon, Elizabeth Vignati-Pagis. La réunion a discuté du plan définitif de l'ouvrage, du calendrier de sa confection et de la répartition des auteurs pressentis entre les chapitres. Une rencontre a eu lieu aussi avec une douzaine de professeurs du second degré pour mieux apprécier les conditions matérielles et morales de l'enseignement de la discipline dans le pays. La sortie de l'ouvrage est prévue pour 2005. Des manuels du secondaire et du primaire devront suivre. L'accent a été mis sur le fait que ce projet est différent du programme de la Commission de vérité et de réconciliation qui est prévue par ailleurs dans le cadre des accords d'Arusha d'août 2000, mais doit répondre en priorité à un souci de rigueur scientifique, qui tienne compte des interrogations de l'opinion burundaise déchirée par la crise. Un projet par définition délicat, sur le fil du rasoir entre l'histoire et des mémoires antagonistes et sur un terrain miné par la récurrence des schémas hérités de l'anthropologie coloniale. Il a été rappelé que les historiens allemands et français n'avaient abouti à un consensus qu'après la Deuxième guerre mondiale.

Jean-Pierre Chrétien

Publications récentes

C.-H. PERROT et F.-X. FAUVELLE (dir.), *Le Retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, janvier 2003 (actes du colloque international "Rois et chefs dans les États africains. De la veille des indépendances à la fin du XXe siècle, éclipses et résurgences", Paris, 8-10 novembre 1999, Centre de recherches africaines).

Prix de vente : 32 euros

Dans les années 1960, au lendemain des indépendances, le destin des rois en Afrique semblait scellé. Qu'elles soient issues d'une longue dynastie ou qu'elles résultent d'une création coloniale, les royautes et les chefferies africaines, souvent accusées par les acteurs politiques d'avoir servi les intérêts des colonisateurs, paraissaient avoir perdu toute raison d'être dans le cadre des nouveaux États. Leur disparition n'était qu'affaire de temps. Les ouvrages de l'époque en firent l'incarnation de la "tradition" vacillant sur ses bases face à un État champion de la "modernité" triomphante. Les deux pouvoirs étaient alors présentés comme radicalement étrangers l'un à l'autre.

Aujourd'hui et depuis les années 1990, de grands changements sont survenus.

Non seulement les autorités traditionnelles ont presque partout survécu, mais d'anciennes monarchies ont été restaurées par des chefs d'Etat républicains, tandis que de plus en plus fréquemment sont intronisés des fonctionnaires, hommes d'affaire, universitaires et autres membres de cette élite lettrée qui n'éprouvait jusque là aucune attirance pour la position de chef.

Les auteurs de ce livre, africains et européens, historiens pour la plupart, s'interrogent à la fois sur les raisons de cette étonnante et spectaculaire reviviscence et sur ses modalités, qui varie fortement d'un pays à l'autre. Quel statut juridique et quelles conditions financières sont faites par les gouvernants aux rois, de quelles ressources matérielles ceux-ci disposent-ils, qu'est-il advenu des assises spirituelles de leur pouvoir? Et surtout, à qui profite cette renaissance, les rois en sont-ils les seuls bénéficiaires? Ainsi constate-t-on qu'entre les deux pouvoirs se dessinent des rapports nouveaux, plus proches de l'interpénétration que de l'opposition. Avec, en filigrane, une interrogation : comment la royauté peut-elle être moderne, et quelle sera-t-elle au XVIIIe-XIXe siècle ?

J.-P. Chrétien et M. Mukuri (dir.), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes "ethniques" (1993-1996)*, Paris, Karthala, 2002, 468 pages.

Cet ouvrage a été réalisé par un collectif d'auteurs français (J.-P. Chrétien, Hubert Cochet) et burundais (M. Mukuri, Joseph Gahama, Emile Mworoha, Thaddée Siryuyumunsi...) avec la collaboration de Bogumil Jewsiewicki (Université Laval). C'est un dossier sur la crise actuelle du Burundi, qui comporte des chronologies détaillées, des cartes, des documents pour la plupart inédits, le résultat d'enquêtes sur le terrain et l'analyse des différentes implications de la guerre civile dans la société (écoles, santé, économie, justice, médias...) ainsi que des tentatives d'interprétation concernant les rapports entre crise de la paysannerie et déstabilisation politique.

AILLEURS

Publications récentes

C. Lévisse Touzé et R. H. Rainero (dir.), *Décolonisation. Décolonisations*, Caen, Mémorial de Caen, 2002, 355 pages.

Avec des contributions sur l'Afrique de Hélène d'Almeida-Topor, Catherine Atlan, Marc Michel, Jean-Jacques Becker, Guy Pervillé, Pierre Salmon, Colette Dubois, J.-P. Chrétien, Patrick Facon, Jean-Marie Mutamba-Makombo.

M. Sot (éd.), *Etudiants africains en France, 1951-2001. Cinquante ans de relations France-Afrique. Quel avenir ?*, Paris, Karthala, 2002, 184 pages.

Cet ouvrage collectif dirigé par notre collègue Michel Sot, ancien directeur de la Résidence Lucien Paye, est le fruit de la rencontre organisée en 2001 avec le concours actif du Centre de recherches africaines à l'occasion du cinquantième anniversaire de cette Maison de l'Afrique de la Cité universitaire internationale. Il comprend des témoignages d'anciens

de la Résidence (Joseph Gahama, Nicoué Gayibor, Gabriel Rabearimanana, Mamadou Diouf) et des analyses sur l'évolution de la coopération culturelle entre la France et les pays africains essentiellement francophones (contributions de Hélène d'Almeida-Topor, Jean Fremigacci, Faranirina Rajaonah, Jean-Pierre Chrétien, Catherine Coquery-Vidrovitch), sans oublier une intervention sur la musique par Christian Mousset, directeur du festival "Musiques métisses" d'Angoulême.

E. Katz, A. Lammel et M. Goloubinoff (dir.), *Entre ciel et terre. Climat et sociétés*, Paris, Bondy, Ibis press, IRD, 2003, 510 pages. De nombreuses contributions concernent l'Afrique. <<http://www.bondy.ird.fr/editions>>

Le nouveau Maghreb-Machrek

Son rédacteur en chef est Jean-François Daguzan, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et rédacteur en chef de la Revue de Géoéconomie, assisté de Jean-François Legrain, chargé de recherches CNRS, membre du laboratoire GREMMO (Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient) Maison de l'Orient et de la Méditerranée (Lyon).

D'ores et déjà les 4 premiers numéros sont à l'étude et devraient porter sur le Maghreb, le Proche-Orient et l'intifada, le Golfe et le 40e anniversaire de Maghreb-Machrek.

Contact : Maghreb-Machrek

16 rue de la Grange Batelière

75009 Paris

Tél. : 01 53 34 09 93, fax: 01 53 34 09 94, mél : revue@geoeconomie.org

Bourses, prix

Prix littéraire " Alain Decaux " de la francophonie. La participation au concours peut être individuelle ou collective (scolaires, étudiants). L'ouvrage doit être une nouvelle, inédite, originale et écrite en langue française, n'excédant pas 20 pages de 25 lignes chacune. Préinscriptions avant le 31 mars 2003, date limite de l'envoi des manuscrits : 15 juin 2003.

Faire parvenir les manuscrits à Fondation de Lille, Pavillon Saint-Sauveur 99 rue Saint-Sauveur, BP 667 59003 Lille Cédex , tél. : 03 20 53 18 20, fax : 03 20 53 37 58, e-mail : fondationdelille@wanadoo.fr.

Séminaires

"Déterminants historiques de la diplomatie culturelle française"
Paris, 19 mars 2003.

La crise algérienne de la nationalité française, 1974-2002
Paris, 15 mai 2003

L'image assombrie de l'immigré en France à la suite du choc pétrolier de 1973-1974
Paris, 5 juin 2003

Pour plus d'informations : <<http://ipr.univ-paris1.fr/colloques/colloques.html>>

Appel à contributions, communications

"L'Europe unie et l'Afrique, de l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I, histoire d'une relation ambiguë".

Paris, 8- 10 avril 2004

Dans le cadre des activités du Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne est organisé un colloque scientifique international sur le thème. Ce colloque se déroulera à Paris. Vous trouverez, à l'adresse suivante, un avant-projet proposant un cadre de réflexion et explicitant la problématique de cette rencontre. Nous attendons des propositions de communications s'inscrivant dans ces thématiques.

Plus de détails : <<http://ipr.univ-paris1.fr/colloques/colloques.html>>

Journées d'études : "Histoire/Science politique", 2004.

Association française de Science politique

Coordonnées par Michel Offerlé (Paris-1) et Henry Rousso (IHTP-CNRS)

Depuis plusieurs années, se développe chez les historiens comme chez les politistes ou les sociologues, une appétence renouvelée pour l'échange et la coopération interdisciplinaires.

S'il existe toujours bien des disciplines qui ont leur histoire, leur raison d'être et leurs spécificités, il existe aussi des déplacements de frontières, des emprunts de méthodes et de problématiques, des hybridations qui tendent sinon à unifier les sciences sociales, du moins à engager les chercheurs à une pratique en actes de la curiosité et de l'échange interdisciplinaires et à une réflexion sur les modes de production de nos connaissances .

Le dialogue que nous cherchons à rendre visible aujourd'hui, aura pour champ d'études le politique, sans chercher à lui donner ici une configuration déterminée et une définition *a priori*. Nous croyons plus judicieux de tenir pour acquis que la définition même de ses frontières et de ses articulations peut être l'objet même d'interrogations et de contextualisations.

Par ces premières journées nous voudrions atteindre plusieurs objectifs :

€ D'abord faire connaître des travaux qui restent ignorés de l'un ou l'autre côté des barrières universitaires , faire savoir ce sur quoi nous travaillons.

€ Ensuite, faire se rencontrer des chercheurs qui ont pu se croiser ici où là lorsque des historiens ont été invités dans tel ou tel colloque ou congrès de science politique, ou lorsque des politistes ou des sociologues sont venus dialoguer avec des historiens.

€ Enfin, au delà des manières de faire, voire des orientations diverses (histoire culturelle du politique, sociologie historique, socio-histoire du politique, histoire intellectuelle du politique), il s'agit ici d'en appeler à toutes celles et à tous ceux qui, travaillant sur des objets historiques ont un intérêt pour les méthodes et les questions que peuvent poser les sciences sociales.

Ces journées entendent donc réunir des politistes qui ont pour horizon des terrains historiques, et des historiens qui ont des interrogations en matière de sciences sociales.

La thématique générale pourrait donc se résumer en ces deux questions de recherche en pratique :

- comment vous servez-vous des travaux des sociologues, des anthropologues et des politistes ?

- comment vous servez-vous de l'histoire et des historiens ?

Proposition de communication de deux à trois pages à adresser simultanément à chacun des deux organisateurs aux deux adresses ci-dessous. Cette proposition précisera le thème général de la communication et donnera des orientations sur les méthodes utilisées et sur les questions, problèmes et problématiques que la communication abordera.

Les propositions seront formulées avant le **15 avril 2003** et les textes des communications seront envoyés avant le **10 janvier 2004**.

Contacts : Michel Offerlé, Henry Rouso (offerle@univ-paris1.fr, rousso@ihtp.cnrs.fr)

Plus d'infos sur : <<http://www.ihtp.cnrs.fr>>

Quels acteurs pour quel développement ?

Paris, 2-4 juin 2003

Organisé par l'Association Tiers-Monde et le Gemdev

LES DIFFERENTS TYPES D'ACTEURS

- 1 Les activités entrepreneuriales en milieu rural et urbain
- 2 Les grandes firmes (production, investissement, délocalisation, commercialisation)
- 3 Le financement et la fonction d'intermédiation ; la finance informelle
- 4 La "société civile" (ONG, OSC, GONGO'S, BINGO'S, organisations volontaires, organisations syndicales, personnels politiques, etc.)
- 5 Les collectivités territoriales et l'aménagement de l'espace
- 6 L'Etat et le secteur public
- 7 Les institutions internationales

LES THEMES TRANSVERSAUX

- 8 La gestion ou la prévention des conflits
- 9 L'environnement réglementaire et la libéralisation
- 10 La gestion des ressources environnementales
- 11 La gestion des biens publics et des ressources patrimoniales
- 12 La structuration et les synergies entre les acteurs (partenariats, réseaux)
- 13 La formation des acteurs et les activités de recherche-développement
- 14 L'expérience de nouvelles formes de développement, d'aide et/ou de coopération internationale

Les communications peuvent porter sur des aspects théoriques, empiriques ou méthodologiques et différents champs disciplinaires. Une sélection de communications sera publiée dans des Revues et dans les Cahiers de l'Association Tiers-Monde.

Les propositions de communication (2 pages maximum) préciseront la problématique, la méthodologie adoptée et les principaux éléments de bibliographie.

Calendrier : Date limite d'envoi des propositions de communication : 28 février 2003

Décision du comité scientifique : début mars 2003

Date limite d'envoi des communications retenues : fin avril 2003

Contact : Jean BROT ATM-CREDES

Faculté de Droit, Sciences Economiques et Gestion

13 place Carnot 54000 NANCY FRANCE

Tél. : 03 83 19 25 92, fax 03 83 19 26 01, mél : Jean.Brot@univ-nancy2.fr

Un numéro thématique de la *Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*, coordonné par Elisabeth Longuenesse, Myriam Catusse, Blandine Destremau, à publier en 2004, sur le thème : " Le travail et la question sociale au Maghreb et au Moyen-Orient".

La "question sociale", c'était la formulation par Castel de la question posée par la généralisation du salariat à partir du 19e siècle en France, les nouvelles formes de la précarité et de leur prise en charge par la société. La transposition de sa réflexion dans un autre contexte historique, exige chaque fois une analyse fine des conditions particulières de la dissolution des sociétés paysannes, des mutations économiques et de la construction de l'Etat moderne. La situation des pays anciennement colonisés, intégrés tardivement et partiellement au marché capitaliste, soulève des questions plus complexes, du fait de la coexistence de statuts et de modes d'organisation sociale relevant de logiques différentes, et représente un défi méthodologique.

C'est ce que nous voudrions ici explorer, dans le cas des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, en interrogeant les différents statuts du travail que l'on y rencontre, du salariat, emploi public, emploi industriel moderne, travail agricole, travail précaire dans divers secteurs tels que le bâtiment et les services, aux petits boulots de la rue ou réalisés à domicile, et aux formes de travail familial, plus ou moins gratuites, etc. Il faudrait analyser aussi les effets sur ces statuts des évolutions récentes, telles la progression des diplômés et du travail féminin, l'accroissement des migrations, et surtout le recul de l'emploi public.

Comment coexistent ces différents statuts, comment sont-ils gérés et considérés par la société et par l'Etat ? Complémentairement, quelles formes de protection contre les aléas de l'existence, l'irrégularité des ressources et des revenus, les accidents de divers ordres, les risques en général etc., sont mises en œuvre par les différentes catégories sociales, quels liens se sont développés entre travail et protection ?

Comme fil conducteur à ce numéro, on peut proposer l'hypothèse suivante : au double processus de segmentation et d'internationalisation du marché du travail ferait pendant un recul du rôle des Etats et des législations nationales du travail (qui ne couvraient déjà qu'une partie du monde du travail), au profit d'une contractualisation des rapports du travail, souvent synonymes de précarité accrue, et d'un repli des solidarités et de la protection sociale sur des logiques communautaires ou corporatistes infra nationales. D'où un accroissement de la vulnérabilité des plus faibles, un affaiblissement de la solidarité nationale et du lien social, un risque fragmentation de la société.

Calendrier : les chercheurs intéressés sont invités à envoyer un projet d'une page environ, ainsi que leurs noms, titre et coordonnées, avant le 1er avril 2003 à :

Elisabeth Longuenesse, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 7 rue Raulin, 69007 Lyon ; e-mail : elisabeth.longuenesse@mom.fr

Plus d'infos sur : <<http://www.revues.org/remmm>>

Publications du Département d'histoire aux Presses de l'université de Lomé

Collection " Chroniques anciennes du Togo "

Directeur de la collection : Nicoué Lodjou Gayibor (UI) ; Secrétaire de rédaction : Yves Marguerat (Ird-Bondy, France).

n° 1 - Hugo Zöller : Le Togo en 1884 selon Hugo Zöller. Présenté par Y. Marguerat 1990, 216 p.

n° 2 - Fio Agbanon Ii : Histoire de Petit Popo et du royaume Guin. Présenté par N. Gayibor, 1991, 208 p.

- n° 3 - Heinrich Klose : Le Togo sous drapeau allemand, 1992, 424 p.
- n° 4 - Yves Marguerat : La Naissance du Togo selon les documents de l'époque. 1993, 458 p.
- n° 5 - Jean Martet, Claude Lestrade, Laurent Pechoux, Jacques Massu : Regards français sur le Togo des années 1930. 1995, 264 p.
- n° 6 - Meg Gehrts : Une actrice de cinéma dans la brousse du Nord-Togo. Présenté par P. David 1996, 275 p.
- n° 7 - Richard Küas : Souvenirs du Togo. 1997, 286 p.
- n° 8 - Diedrich Westermann : Onze autobiographies d'Africains (1938). Traduit par L. Burger (1943), présenté par J. Riesz et Y. Marguerat, 2001, 323 p.
- n° 9 - Leo Frobenius : le Nord-Togo en 1908-1909. Traduction française : V. Ahadji, F. Amegan, I. Kougbegna, P. Oloukpona-Yinnon, K. Kossi-Titrikou, S. Glitho. Présentation de Hans Peter Hahn, 2002, 520 p.

NB : ouvrages publiés par les presses de l'UL (Lomé) en collaboration avec les éditions Haho (Lomé) et Karthala (Paris).

Collection "Patrimoines "

Directeur de la collection : Nicoué Iodjou Gayibor (UL).

- N° 1 - Yves Marguerat : Dynamique urbaine, jeunesse et histoire au Togo. (articles et documents 1984-1993), 1994, 230 p.
- n° 2 - Yves Marguerat : Population, migrations, urbanisation au Togo et en Afrique noire. (articles et documents 1981-1993). 1994, 300 p.
- n° 3 - N. L. Gayibor (dir.), Les Togolais face à la colonisation, 1994, 291 p.
- n° 4 - A. Dosse : histoire d'une théocratie : Togoville des origines à 1914 ; Eta. de Surgy : le roi-prêtre des Evhé. 1995, 135 p.
- n° 5 - Heinrich Seidel : Lomé, capitale de la colonie allemande du Togo, une image de la civilisation en Afrique de l'Ouest (1898). 1997, 58 p.
- n° 6 - Hans-Peter Hahn : Techniques des métallurgie au Nord-Togo. 1997, 174 pages.
- n° 7 - N. L. Gayibor, Y. Marguerat et K. Nyassogbo (dir.) : Le centenaire de Lomé, capitale du Togo (1897-1997), 1998, 492 p.
- n° 8 - T. Gbeasor (dir.) : Espace, culture et développement dans la région d'Atakpamé. 1999, 158 p.
- n° 9 - A. Ahadji, A. Oloukpona-Yinnon et S. Glitho (dir.) : Goethe dans la germanistique ouest-africaine. 2000, 189 p.
- n° 10- B. Tcham, K. Tchamie (dir.), L'intégration de l'hinterland à la colonie du Togo, Lomé 2000, 320 p.
- n° 11 : N. L. Gayibor (dir.), Le tricentenaire du pays Guin, volume I, 2001, 412 p., vol. 2, 2001, 268 p.
- n° 12 : Kodjona Kadanga : Aperçu historique du peuplement du centre-est du Togo (Anii, Kusuntu et Ifé), Lomé, 2001, 78 p.

Collection " histoire des Togolais ", sous la direction de N. I. Gayibor

- le peuplement du Togo (état actuel des connaissances historiques), 1996, 180 p.
- le Togo sous domination coloniale (1884-1960), 1997, 241 p.
- histoire des Togolais, volume I : des origines à 1884, 1997, 443 p.

Collection " si Lomé m'était contée... ", dialogues avec les vieux Loméens, par Yves Marguerat et Tchétchékou Peleï (en collaboration avec Radio-Lomé).

- tome I, 1992, 247 p.
- tome II, 1993, 307 p.

- tome III, 1996, 355 p.
- tome IV (en préparation).

Hors collection :

- 1 - N. L. Gayibor : Le Genyi. Un royaume oublié de la côte de Guinée au temps de la traite des noirs, Lomé, édition Haho ; Paris, Karthala, 1990, 321 p.
- 2- N. L. Gayibor : Traditions historiques du Bas-Togo. Niamey, Celhto, 1992, 299 p.